



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 19/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOFIDEL FRANCE

Ban la Dame
Parc d'activités de Nancy-Pompey
54390 Frouard

Code AIOT : 0006200203

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2025 dans l'établissement SOFIDEL FRANCE implanté Ban la Dame Parc d'activités de Nancy-Pompey 54390 Frouard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Depuis le 01/01/2005, l'installation est soumise au système d'échange des quotas d'émissions au titre de la production de papier ou de carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.

L'installation fait partie des installations de catégorie A (supérieur à 25 000 tCO₂/an).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFIDEL FRANCE
- Ban la Dame Parc d'activités de Nancy-Pompey 54390 Frouard
- Code AIOT : 0006200203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une papeterie qui fabrique, transforme et conditionne les papiers.

La visite s'appuie sur la dernière version des plans approuvés (version n°9 du PDS et version n°6 du PMS).

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Tonnages de papier commercialisable produits	Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Diagramme des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement 2019/331	Sans objet
2	Emissions	Règlement européen du 19/12/2018, article article 38	Sans objet
3	Tonnages de papier commercialisable produits	Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement 2019/331	Sans objet
5	Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement 2019/331	Sans objet
6	Programme métrologique pour la détermination des émissions	Règlement européen du 19/12/2018, article 60 Règlement 2018/2066	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'intégralité des pièces justificatives RED II (article 29 directive (UE) 2018/2001 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, dite « RED II » Renewable Energy Directive) pour considérer un flux 100% biomasse avec un facteur d'émission nulle n'ont pas été présentées à l'inspection.

Le poids du mandrin ne doit pas être inclus dans le tonnage annuel net du papier fabriqué avec un taux d'humidité de 6%.

La demande de dérogation au motif du coût excessif (métrologie légale des balances) pour appliquer le niveau de méthode 4.4 c n'est pas encore accordée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Diagramme des flux

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
Prescription contrôlée : Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance 1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...) Annexe VI Contenu minimal du Plan Méthodologique de Surveillance Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes: 1.Informations générales concernant l'installation : (...) d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes: - les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur; - toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels; - les points et dispositifs de mesure; - les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prodcom; (...)
Constats : Le diagramme est perfectible. Il manque le pont bascule dédié à la détermination de la donnée d'activité du combustible biomasse (broyats de palette) et le retour de condensat . L'installation est découpée en 3 sous-installations (benchmark- BM) : 1 BM produit « tissu », 1 BM chaleur destiné aux autres activités exclus dans le périmètre du BM produit et un BM combustible avec risques de fuite de carbone dédié à la production d'énergie mécanique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Emissions

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Biomasse (durable)
Prescription contrôlée : <p>1. L'exploitant peut déterminer les données d'activité d'un flux de carbone dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro sans recourir aux niveaux et sans fournir d'analyse attestant la teneur en carbone dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro , si le flux est exclusivement constitué de carbone dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro et si l'exploitant peut garantir qu'il n'est pas contaminé par d'autres matières ou combustibles.</p> <p>Le facteur d'émission de chaque combustible ou matière qui figure dans la déclaration est obtenu en multipliant le facteur d'émission préliminaire déterminé conformément à l'article 30 par la fraction fossile du combustible ou de la matière.</p> <p>3. La tourbe, la xylite et les fractions fossiles des combustibles ou matières mixtes ne sont pas considérées comme de la biomasse.</p> <p>4. Lorsque la fraction issue de la fraction de la biomasse dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro de combustibles ou matières mixtes est supérieure ou égale à 97 % ou que, du fait de la quantité d'émissions associée à la fraction fossile du combustible ou de la matière, les conditions caractérisant un flux de minimis sont réunies, l'autorité compétente peut autoriser l'exploitant à appliquer des méthodes ne reposant pas sur des niveaux, et notamment la méthode du bilan énergétique, pour déterminer les données d'activité et les facteurs de calcul pertinents.</p> <p>5. Les biocarburants, les bioliquides et les combustibles issus de la biomasse satisfont aux critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre énoncés à l'article 29, paragraphes 2 à 7 et 10, de la directive (UE) 2018/2001, afin d'être comptabilisés dans la fraction issue de la biomasse d'un flux dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro.</p> <p>Toutefois, les biocarburants, les bioliquides et les combustibles issus de la biomasse produits à partir de déchets et de résidus, autres que les résidus de l'agriculture, de l'aquaculture, de la pêche et de la sylviculture, ne doivent remplir que les critères énoncés à l'article 29, paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001. Le présent alinéa s'applique également aux déchets et résidus qui sont d'abord transformés en un produit avant d'être transformés ensuite en biocarburants, bioliquides et combustibles issus de la biomasse.</p> <p>L'électricité, le chauffage et le refroidissement produits à partir de déchets municipaux solides ne sont pas soumis aux critères énoncés à l'article 29, paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001.</p> <p>Les critères établis à l'article 29, paragraphes 2 à 7 et paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001 s'appliquent quelle que soit l'origine géographique de la biomasse.</p> <p>L'article 29, paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001 s'applique à une installation telle que définie à l'article 3, point e), de la directive 2003/87/CE.</p> <p>Le respect des critères fixés à l'article 29, paragraphes 2 à 7 et paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001 est évalué conformément aux dispositions de l'article 30 et de l'article 31, paragraphe 1, de ladite directive. Les critères peuvent également être considérés comme respectés si l'exploitant apporte la preuve de l'achat d'une quantité de biocarburant, de bioliquide ou de biogaz liée à</p>

l'annulation de la quantité correspondante dans la base de données de l'Union créée conformément à l'article 31 bis ou dans une base de données nationale créée par l'État membre conformément à l'article 31 bis, paragraphe 5, de ladite directive. En cas de non-respect ultérieur des exigences relatives à la preuve de la durabilité des quantités annulées dans les bases de données susmentionnées, l'autorité compétente corrige les émissions vérifiées en conséquence.

Lorsque la biomasse utilisée n'est pas conforme au présent paragraphe, sa teneur en carbone est considérée comme du carbone fossile. (.....)

Constats :

Depuis 2014, la biomasse est utilisée sur site (AP d'autorisation n° 2013/0078 bis relatif à la mise en service d'une chaudière consommant de la biomasse et des déchets de bois assimilables à un combustible commercial) .

Dans la version n° 9 de son plan de surveillance déclare le flux « plaquette forestière » comme étant 100% biomasse durable.

L'exploitant a présenté le fichier de suivi (tonnage) du flux biomasse et également son lieu de provenance (région Grand Est).

Pour s'assurer que le flux est 100 % biomasse un contrôle visuel est réalisé à chaque livraison du combustible.

Sur site, l'inspection a constaté la présence du flux biomasse (chips forestière) sans autre remarque.

Depuis l'entrée en vigueur de l'article 29 directive (UE) 2018/2001 dit RED II, pour considérer la biomasse avec un facteur d'émission nulle, elle doit selon des cas de figure respecter des critères de durabilité et de réduction de gaz à effet de serre.

En l'espèce, le flux plaquette forestière utilisé sur site après le 01/01/2021 doit respecter les critères de durabilité. Pour justifier de ces critères, l'exploitant doit avoir en sa possession un certificat RED II de son fournisseur et la preuve de la durabilité (PoS= Proof of Sustainability) confirmant qu'une certaine quantité de biomasse solide livrée à l'exploitant SEQE respecte bien les critères de durabilité. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté uniquement le certificat RED II(certificat SURE - Sustainable resources voluntary schemes) de son fournisseur.

En raison du manque de moyen en France des organismes permettant de vérifier et d'établir les documents justifiant des critère de durabilité et de réduction des émissions, les pièces justificatives conformes à la RED II ne sont pas pour le moment exigées dans le cadre de l'instruction de la déclaration d'émission.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Tonnages de papier commercialisable produits

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/331du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement 2019/331

Thème(s) : Risques chroniques, Détermination de l'humidité du papier

Prescription contrôlée :

Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à

l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.

Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie: a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible; b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs; c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII.

Constats :

Dans la version n°6 de son plan méthodologique de surveillance (PMS), l'exploitant déclare appliquer pour la détermination du tonnage annuel du papier fabriqué les niveaux de méthode 4.6.c (analyse de laboratoire simplifié) .

La teneur en humidité du papier produit influe sur la détermination des tonnages nets de papier commercialisables produits, puisque ces derniers doivent être ramenés à un taux de 6 % d'humidité selon l'annexe I du règlement FAR 2019/331, et donc sur l'allocation de quotas gratuits.

La COPACEL (Union Française des Industries des Cartons, Papiers et Cellulose) a obtenu pour l'ensemble des papetiers une dérogation à l'application du plus haut niveau de méthode requis pour la détermination de l'humidité des papiers produits, accordée par le ministère de la transition écologique par courrier du 24/01/2021.

Cette dérogation pour appliquer un niveau de méthode 4.6.c au lieu de 4.6.a a été accordée sous réserve d'un certain nombre de conditions.

Les conditions prévoient que les instruments de mesure nécessaire à la détermination du taux d'humidité (balances, étuves, et jauges en ligne) mis en œuvre ont été correctement validés, entretenus et étalonnés. Les balances doivent notamment être raccordés au Système International d'Unités.

De plus, un comparatif entre les jauges en ligne et la méthode de référence du laboratoire est réalisé au moins une fois par mois.

Dans sa procédure relative à la surveillance des niveaux d'activité , l'exploitant reprend mot à mot la description de la mesure de l'humidité des papiers cartons et des procédures de contrôle initialement demandée par la COPACEL au Ministère

L'inspection a constaté que les balances et étuves respectent les exigences métrologiques. Il en va de même de la périodicité mensuelle de la corrélation. Cela dit , les corrections des jauges en lignes ne sont pas effectuées conformément à la procédure COPACEL.

La procédure prévoit dans le cas de deux écarts (en valeur absolue)supérieures ou égale à 0,5 % entre la mesure de la jauge en ligne et la mesure effectuée par le prélèvement d'échantillon de papiers, le fournisseur des jauges doit effectuer une correction sur le calibrage de la jauge en ligne. Dans les faits , le fournisseur réalise des corrections suite à une campagne de corrélation en ne

tenant pas compte de la règle de deux écarts consécutifs supérieurs ou égal à 0,5 % .

Dans sa procédure relative au quotas CO2, l'exploitant déclare fabriquer un papier avec un taux d'humidité de 5,2 % et avoir 73 références de bobines produites.

L'inspection a constaté que l'humidité des papiers fabriqués est aux alentours de 5,4 % . Dans le cadre de ses prochaines déclarations, l'exploitant devra prendre en considération le taux d'humidité réel du papier produit sur la base d'une moyenne pondérée.

Le niveau 4.6.c ne correspondant pas au plus haut niveau de méthode, l'exploitant a formulé une demande de dérogation au motif du coût excessif.

Pour rappel, l'autorité compétente analyse le caractère excessif en tenant compte de la justification fournie par l'exploitant (Annexe VII section 4.2 règlement 2019/331).

Pour atteindre le niveau 4.6.b (analyse de laboratoire accrédité EN/IEC 17025), les coûts estimés représentent un total de 52 257€.

Conformément à la formule réglementaire, le total des coûts estimés 52 257€ est supérieur aux bénéfices environnementaux , soit 23 744€. La demande de dérogation pour appliquer le 4.6.c est accordée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Tonnages de papier commercialisable produits

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des quantités de papier commercialisable produits

Prescription contrôlée :

Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.

Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie: a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible; b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs; c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII.

Constats :

Dans son PMS, l'exploitant déclare appliqué pour la détermination du tonnage annuel du papier fabriqué les niveaux de méthode 4.4.c (pour la détermination directe d'un ensemble de données ne relevant pas du point b), les valeurs données par des instruments de mesure ne relevant pas du

contrôle de l'exploitant) et .5.b (cumul des mesures des quantités livrées ou produites séparément, compte tenu des variations des stocks).

Plus précisément, le plan mentionne "Lorsqu'une bobine de ouate est fabriquée, filmée, pesée et étiquetée, celle-ci vient incrémenter la liste des bobines fabriquées dans le système informatique RETINAE. Quelques heures après, le système RETINAE transmet l'information au système informatique SAP.

Ce sont les données du système SAP qui font foi. La somme de toutes les bobines sur 24H permet d'obtenir la production journalière en tonnes nettes. Le poids des mandrins autour desquels est enroulé le papier est compris dans le poids net comme c'est d'usage dans la profession (.....).

L'inspection a rappelé la définition réglementaire (annexe I du règlement CE 2019-331) du BM produit tissue « Exprimé sous forme de production commercialisable nette de bobine mère, en tonnes de papier sec à l'air, défini comme du papier ayant un taux d'humidité de 6 %. » (.....) et indiqué que le poids annuel déclaré à l'autorité compétente ne correspond pas au sens strict à la définition réglementaire.

Plus précisément, tout ajout (poids des mandrins et emballage) au poids net de la bobine mère ne doit pas être comptabilisé dans le tonnage annuel du BM produit tissue.

L'installation fabrique son papier sur la base de prévisions de ventes de 250 à 300 produits. Cette anticipation représente une durée de stockage allant de 15 jours à 3 mois. Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que les machines fonctionnaient en continu à l'exception d'une dizaine de jours par an.

Le niveau 4.4.c ne correspondant pas au plus haut niveau de méthode, l'exploitant a formulé une demande de dérogation au motif du coût excessif.

Pour rappel, l'autorité compétente analyse le caractère excessif en tenant compte de la justification fournie par l'exploitant (Annexe VII section 4.2 règlement 2019/331).

Pour atteindre le niveau 4.4.b (métrologie légale des balances), les coûts d'investissement et d'exploitation représentent un total de 28 225€. A ce montant, l'exploitant a ajouté d'autres coûts correspondant à une durée minimale d'arrêt de 4 jours des machines, soit 432 165,6€ (salaires, amortissement, maintenance commune.....).

Conformément à la formule réglementaire, le total des coûts estimés 442 080€ est supérieur aux bénéfices environnementaux, soit 23 744€. En l'état des informations transmis par l'exploitant, le caractère excessif est matérialisé mais la demande de dérogation n'est pas encore accordée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier la raison pour laquelle les 4 jours d'arrêt des machines à papier pour la mise en place de la métrologie légale ne peuvent pas être pris en compte à l'occasion des 10 jours d'arrêts annuels.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
Prescription contrôlée : Article 11 Système de contrôle (...) <p>2. Aux fins du paragraphe 1, premier alinéa, l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, et fait référence à ces procédures dans le plan méthodologique de surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 3.</p> <p>4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p>
Constats : En 2023, 99 % de l'allocation gratuite est basée sur le tonnage total annuel du papier fabriqué avec un taux d'humidité de 6 %. L'instrument destiné à la pesée des bobines mères ne fait pas l'objet d'un contrôle métrologique légal en raison du coût excessif. L'instrument fait l'objet d'un suivi métrologique interne (certificat de conformité du 11/06/2024) par un prestataire accrédité par le COFRAC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Programme métrologique pour la détermination des émissions

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 60 Règlement 2018/2066
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
Prescription contrôlée : Article 60 Assurance de la qualité <p>1. Aux fins de l'article 59, paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que l'ensemble de l'équipement de mesure utilisé est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant son utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, conformément aux exigences du présent règlement et proportionnellement aux risques mis en évidence. (...) </p>
Constats : Conformément à son plan de surveillance, 6 flux de combustibles émettent du CO2, soit un flux majeur le gaz naturel et cinq flux de minimis . En 2023, 99 % des émissions du site sont dues à la consommation de gaz naturel. L'inspection a constaté sur site la validité du contrôle périodique légal du compteur gaz.
Type de suites proposées : Sans suite